



**Commission de coopération environnementale  
de l'Amérique du Nord**

**Compte rendu de discussion<sup>1</sup>  
de la session ordinaire du Comité consultatif public mixte n° 07-03  
sur la participation des collectivités autochtones aux travaux de la CCE  
tenue les 25 et 26 septembre 2007 à  
Winnipeg (Manitoba), au Canada**

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) a tenu sa troisième session ordinaire de l'année 2007 les 25 et 26 septembre, dans le but de solliciter l'opinion des peuples autochtones sur la meilleure manière de faire participer leurs collectivités aux travaux de la CCE.

Le présent compte rendu de discussion fait succinctement état des principaux exposés et rend compte des décisions et recommandations (voir l'ordre du jour à l'annexe A, la liste des participants à l'annexe B et les exposés des spécialistes à l'annexe C).

Il est possible de se procurer le texte des comptes rendus de discussion, des avis du CCPM au Conseil et d'autres documents relatifs au Comité auprès du bureau de sa chargée de liaison, ou les consulter dans le site Web de la CCE, à l'adresse <<http://www.cce.org>>.

**LE 25 SEPTEMBRE 2007**

**LES POLLUANTS ET LA SANTÉ DES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES D'AMÉRIQUE DU NORD :  
PARTAGE DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE, À COMPTER DE LA PERCEPTION DES PROBLÈMES  
JUSQU'À LEUR RÉOLUTION**

**Mot de bienvenue de la présidente**

Après une prière d'ouverture par un aîné, M. Carl Byrd, la présidente du CCPM, M<sup>me</sup> Irene Henriques, expose la structure et les fonctions du CCPM et présente M. Stuart Wuttke, directeur de la gestion de l'environnement à l'Assemblée des Premières nations, qui animera cette première partie de la réunion. M. Wuttke remercie la CCE d'offrir aux autochtones une tribune pour se réunir, car le fait d'échanger des informations et d'écouter des scientifiques permet de cerner les problèmes, de faire connaître des pratiques exemplaires et de diminuer les chevauchements des activités de recherche. Il invite toutefois la CCE à ne pas oublier que la langue et la culture des diverses collectivités autochtones d'Amérique du Nord soulèvent des questions de tous ordres.

---

<sup>1</sup> AVERTISSEMENT : Le présent compte rendu de discussion a été établi avec soin et les membres du CCPM l'ont adopté, mais il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé.

**M. Orlando Cabrera, gestionnaire de projets à la CCE**

M. Cabrera, qui occupe le poste de gestionnaire des projets *Suivi des rejets et des transferts de polluants (RRTP) en Amérique du Nord* et *Amélioration de la gestion de la qualité de l'air en Amérique du Nord*, explique que le premier de ces projets consiste à compiler les données que recueille chacun des trois pays nord-américains sur les zones polluées et les sources de pollution. Il dresse ensuite un bref historique de l'information publique sur les rejets de polluants qui a commencé avec la tragédie de Bhopal, en 1985, en faisant remarquer que ce premier projet a évolué au fil du temps et vise davantage de polluants préoccupants. Le projet donne suite au droit d'accès à l'information que détiennent les collectivités, les sensibilise davantage aux risques que présentent les substances chimiques, et éclaire les décisions concernant la prévention de la pollution et les mesures d'intervention en cas de pollution. M. Cabrera ajoute que la CCE s'est récemment employée à intensifier la diffusion des données de RRTP afin d'élargir leur accès au grand public, et qu'à cette fin, elle publie tous les ans le rapport *À l'heure des comptes* qui expose les données uniformisées des trois pays. Il conclut en indiquant que, pour la première fois en 2006, ce rapport contenait des données mexicaines.

**M<sup>me</sup> Patricia Hoes, représentante du Groupe de travail sur la gestion rationnelle des produits chimiques (GRPC) à la CCE**

M<sup>me</sup> Hoes entame son exposé en indiquant que l'industrie chimique revêt de l'importance pour l'économie des trois pays nord-américains. Elle soutient que les substances chimiques améliorent notre vie de plusieurs manières, mais qu'elles présentent de sérieux risques pour la santé; c'est pour cette raison que leur gestion rationnelle constitue une toute première priorité. Elle précise que compte tenu de son caractère international, cette industrie doit donner lieu à une normalisation des politiques nationales de gestion afin d'empêcher que les entreprises se délocalisent dans des endroits où la législation est la moins stricte.

Elle déclare également qu'il faut instaurer de meilleurs programmes de gestion pour les nouvelles substances, y compris des méthodes d'identification, d'inventaire, de gestion et d'évaluation, et que les trois pays ne pourront progresser à cet égard qu'à condition de collaborer à l'atteinte de leurs objectifs communs. Elle affirme aussi que la CCE peut servir à canaliser cette collaboration, bien qu'un manque chronique de ressources ait freiné jusqu'à présent les efforts dans ce sens.

Elle donne également un aperçu du projet de GRPC, que le Conseil a mis sur pied en 1995 afin de régler les problèmes environnementaux que posent les substances qui suscitent des préoccupations communes. Une grande partie du projet a été consacrée à l'établissement de plans d'action régionaux nord-américains (PARNA) dont chacun d'eux vise une seule substance. Depuis les dix dernières années, la CCE a accompli des progrès considérables à l'égard du chlordane, du DDT et des BPC, et ses travaux portent actuellement sur le mercure, les dioxines et furanes, et le lindane. Étant donné que l'examen individuel de ces substances s'est avéré très lent, la CCE se penche sur une nouvelle approche en vue d'évaluer simultanément l'ensemble d'un secteur industriel ou d'un groupe de substances chimiques.

M<sup>me</sup> Hoes précise qu'il est prévu de renforcer la collaboration entre les trois pays, de faire participer plus activement les intervenants et d'intensifier la diffusion de pratiques exemplaires.

Elle indique également que ces pays sont impliqués dans d'autres activités internationales visant la gestion sécuritaire des substances chimiques dangereuses, notamment l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et le Sommet mondial sur le développement durable. Elle conclut en mentionnant que la prochaine réunion du Groupe de travail sur la GRPC se déroulera dans une collectivité autochtone afin de renforcer la participation de ses membres de au projet.

### **M. Orlando Cabrera, gestionnaire de projets à la CCE**

M. Cabrera souligne que la principale priorité des PARNA consiste à prévoir des mesures de gestion des substances chimiques qui sont particulièrement persistantes, car elles se déplacent sur de grandes distances sans perdre leur toxicité. Ces plans visent également à mieux connaître les répercussions de ces substances, à renforcer les capacités en vue de mesurer ces répercussions et de réduire ou d'éliminer les risques qu'elles présentent. Chacun des trois pays recueille des données à ce sujet, mais un nouveau projet est en place afin d'assurer la commensurabilité et la compatibilité de ces données pour faciliter les communications au sein du milieu scientifique, tout en offrant aux décideurs des conseils adéquatement validés par ce milieu. Il précise que cela peut s'avérer difficile, car il faut occasionnellement mesurer les concentrations chimiques dans une seule espèce biologique, ce qui exige de trouver des espèces qui vivent dans des zones polluées des trois pays (p. ex., des échantillons prélevés dans les tissus de certaines espèces de poissons et de mollusques bivalves, ainsi que dans des œufs de goéland).

M. Cabrera est d'avis que le lindane suscite des préoccupations particulières dans les trois pays, et que des outils d'évaluation d'aliments tels que Lifeline sont des plus utiles pour déterminer les répercussions de cette substance chimique sur les collectivités autochtones. Il soutient également qu'il faudrait aussi promouvoir la transparence, faire participer les intervenants aux travaux et accentuer le renforcement des capacités.

### **Période de questions et réponses**

Cette période donne lieu à la formulation des suggestions suivantes :

- La CCE devrait mettre sur pied un projet pour valider les méthodes de surveillance des substances chimiques au Mexique, car celles-ci se sont beaucoup améliorées.
- La CCE devrait élaborer une norme trinationale de gestion des substances chimiques pour les trois pays.
- Étant donné que l'Europe dispose d'un système plus prudent de gestion des substances chimiques que celui de l'Amérique du Nord, il faudrait suivre son exemple.
- Les groupes autochtones sont souvent confrontés à de longs délais dans l'établissement des PARNA, et ils n'ont pas beaucoup l'occasion de se faire entendre.
- La CCE accomplit de grands progrès en ce qui a trait à la gestion des substances chimiques, mais elle a peu porté attention aux sources de pollution intérieures, notamment celles qui ne proviennent pas d'établissements privés. Par ailleurs, il faudrait éduquer plus adéquatement les adultes et les enfants afin qu'ils soient mieux informés et plus responsables au sujet de la pollution.
- M<sup>me</sup> Hoes mentionne que les enfants sont les plus vulnérables aux effets de la pollution et que leur exposition à des polluants provenant de l'environnement est particulièrement préoccupante.

**M. Mindahi Bastida, président du Consejo Mexicano para el Desarrollo Sustentable et coordonnateur du Consejo Regional Otomi del Alto Lerma**

M. Bastida souligne l'importance que revêt la participation des autochtones à tous les projets de la CCE, ainsi que les progrès accomplis dans le cadre du programme de gestion du lindane par le gouvernement mexicain, car cela constitue un exemple de ce que cette participation permet de réaliser.

Il mentionne ensuite que l'Universidad Intercultural del Estado de México favorise le renforcement des capacités en offrant un enseignement scientifique dans leur langue maternelle aux étudiants autochtones. Cette université privilégie les aspects compensatoires, multiculturels, et interculturels de l'enseignement puisque cela permet aux étudiants de se rendre compte que le monde est composé d'individus et de groupes d'individus qui vivent tous sur un pied d'égalité. Le département de cette université qui se consacre à la viabilité de l'environnement soutient des projets de développement durable en sollicitant la contribution des collectivités et en trouvant des solutions adaptées à la nature et à la culture de chaque région. Les collectivités autochtones ayant beaucoup souffert des dommages à l'environnement, il faut principalement restaurer les ressources naturelles, notamment le sol et l'eau, car elles constituent les fondements de leur mode de vie.

M. Bastida conclut son intervention en énumérant un certain nombre de problèmes sociaux qui touchent les collectivités autochtones et dont la plupart sont causés par l'érosion du sol. Il soutient qu'aux endroits où les peuples autochtones ne peuvent plus travailler la terre, le taux d'immigration est élevé parmi les hommes en âge de travailler, et que de nombreux autochtones adoptent des aliments malsains qu'ils achètent au magasin parce que le sol ne peut plus faire pousser les plantes qui faisaient partie de leur alimentation traditionnelle.

**M<sup>me</sup> Jeannette Arriola, présidente de la Patronato Fundación Pro Zona Mazahua**

M<sup>me</sup> Arriola estime nécessaire de réorienter entièrement notre notion de la durabilité en recourant à la sagesse autochtone. Elle mentionne que d'importants projets de développement durable dans la région de Mazahua et à San Felipe del Progreso ont été réalisés grâce à une forte participation des collectivités, depuis le tout début de ces projets, qui a permis de trouver des solutions locales s'étendant de la conservation du sol, de l'eau et des forêts à des activités de santé publique destinées à améliorer les habitudes alimentaires. M<sup>me</sup> Arriola ajoute que pour être fructueux, les projets doivent viser à améliorer le bien-être de la population, le développement économique et la protection de l'environnement en y faisant participer les collectivités autochtones, les femmes, les divers paliers de gouvernement, les établissements d'enseignement, l'industrie et la société civile.

**M<sup>me</sup> Rosemary Hall, spécialiste de l'environnement**

M<sup>me</sup> Hall affirme que Lifeline constitue un outil qui permet de mesurer les risques et l'exposition aux substances toxiques, mais qu'il ne tient pas vraiment compte du mode de vie des autochtones car il se fonde sur des hypothèses de régime alimentaire, d'occupation et de logement découlant de sondages qui n'ont pas été réalisés auprès de toutes les collectivités autochtones et qui ne tiennent pas compte des changements d'activité, tant d'une saison à l'autre qu'au fil du temps. Elle précise que le nouveau Tribal Lifeline Project permet d'évaluer plus précisément l'exposition des autochtones à ces substances chimiques toxiques en tenant compte de données

sur les thérapies traditionnelles, sur un régime alimentaire comportant des aliments autochtones et commerciaux, et sur des changements d'alimentation et de comportement à caractère saisonnier au niveau local. Elle conclut en indiquant que le public pourra se procurer cet outil gratuitement.

**M<sup>me</sup> Annie Chaisson, représentante du Lifeline Group**

M<sup>me</sup> Chaisson affirme que des logiciels tels que ceux qui permettent de constituer des dossiers sur le régime alimentaire, ou d'évaluer ce régime sous une forme normalisée, permettent à leurs utilisateurs de convertir des données locales en un format utilisable dans le cadre de programmes avancés d'évaluation des risques. Elle mentionne que le logiciel Lifeline Customary Dietary Assessment a été récemment mis à jour pour qu'il donne la possibilité de constituer des fichiers sur le régime alimentaire de populations locales, les combinaisons culturelles et les régimes alimentaires mixtes, et en tenant compte de leur mobilité saisonnière. Elle précise que cet outil a permis de constituer des bases de données sur plusieurs groupes vivant en Alaska, et que la CCE prévoit les utiliser au Mexique, notamment dans le cadre d'une étude sur le lindane et sa gestion.

**M. Roy Kwiatkowski, directeur, Recherche environnementale, Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, Santé Canada**

M. Kwiatkowski déclare que les peuples autochtones veulent participer aux activités à caractère scientifique en matière de gestion des risques, car le fait de leur offrir les connaissances et les ressources nécessaires pour participer à des recherches, ou même de mener leurs propres recherches, permet de renforcer leurs capacités. Il précise qu'il s'agit de l'objectif d'activités telles que le Programme national sur les contaminants de l'environnement chez les Premières nations de Santé Canada, qui offre aux collectivités autochtones l'appui financier dont elles ont besoin pour mener des recherches sur leur emplacement géographique ou leur mode de vie. Un autre programme visant le même objectif consiste à organiser annuellement des ateliers sur l'alimentation qui réunissent des représentants de quelque quatre-vingts collectivités afin d'examiner des questions relatives à la contamination de la nourriture ainsi qu'à la nutrition et à la santé.

Il soutient également qu'il faut se pencher sur le problème que pose le transfert de risques, un processus par lequel la présence de substances chimiques toxiques entrave le mode de vie traditionnel et donne lieu à des comportements qui sont dangereux pour d'autres raisons. Lorsque la peur de la contamination par le mercure contraint les gens à arrêter de manger du poisson, ils peuvent se tourner vers des aliments malsains sur le plan nutritif qu'ils achètent dans les magasins, mais ces aliments causent une augmentation du taux d'obésité et de diabète. M. Kwiatkowski indique que le ministère pour lequel il travaille publie des documents électroniques sur des sujets tels que l'évaluation des risques et des répercussions environnementales qui peuvent aider à résoudre ces problèmes tout comme d'autres. Ce ministère offre également des cours de formation pour que les particuliers et les entreprises apprennent à utiliser ces outils.

**M. Dean Jacobs, directeur, Natural Heritage Center, Première nation de Walpole Island**

M. Jacobs énumère un certain nombre de cas montrant que les collectivités autochtones de Walpole Island sont confrontées à des sources de pollution et qu'elles ont obtenu le soutien d'autres groupes pour demander l'aide du gouvernement ou travailler de concert avec des

entreprises afin de minimiser les répercussions de cette pollution. Il soutient que le point de vue des autochtones est souvent ignoré et que cela les rend méfiants à l'égard des scientifiques occidentaux et des fonctionnaires. À son avis, ce n'est qu'en sollicitant la participation des collectivités que le gouvernement pourra établir une relation de confiance avec elles, et obtenir leur soutien pour trouver une solution vraiment concertée.

M. Jacobs déclare en outre que les connaissances traditionnelles offrent une optique particulière des moyens à prendre pour conserver la nature. Il précise qu'une loi canadienne édictée en 2002 oblige le gouvernement à consulter les autochtones au sujet de projets environnementaux et à tenir compte de leur point de vue. Jusqu'à présent, les fonctionnaires n'ont accordé que pour la forme de l'importance aux connaissances traditionnelles, et certaines collectivités ont constitué leur propre base de connaissances parce qu'elles ne se fient pas au gouvernement pour le faire adéquatement. Elles compilent des données sur les espèces végétales et animales ainsi que sur le fonctionnement des écosystèmes. M. Jacobs fait également état des défis environnementaux que présentent les espèces envahissantes, la croissance démographique, la dégradation du sol et la qualité de l'eau, la disparition de la langue et de la culture autochtones, et le manque de respect des droits autochtones.

**M. Henry Lickers, directeur, division de l'environnement, Conseil Mohawk**

M. Lickers fait état de la Great Way of Peace, une approche de communication et de résolution de problèmes fondée sur le respect mutuel et l'égalité. Il indique, par exemple, que les scientifiques doivent respecter les connaissances traditionnelles parce qu'elles découlent du même processus d'observation et de vérification suivi par les scientifiques occidentaux. Il déclare aussi que, occasionnellement, les gouvernements tentent de résoudre les problèmes en mettant sur pied de vastes projets coûteux, mais comme ils ne prennent pas le temps de solliciter la participation des collectivités, leurs projets sont souvent inefficaces et peuvent même empirer la situation.

M. Lickers affirme également qu'en plus de leur dangerosité pour la population, les polluants ont des effets insidieux. En les forçant à changer d'alimentation et de comportement, ces polluants portent en effet atteinte au mode de vie traditionnel de collectivités entières en obligeant leurs membres à abandonner un grand nombre d'activités importantes; ils contribuent par ailleurs à la disparition de la culture autochtone. Il indique, par exemple, que de nombreux pêcheurs ne pêchent plus pour éviter d'alimenter leur famille avec du poisson contaminé. Il précise qu'en plus de mettre un terme à une activité traditionnelle, cela prive les familles de leur principale source de protéines et peut déséquilibrer leur régime alimentaire ou les obliger à acheter des aliments moins nutritifs au magasin.

**M. Ronald Plain, fondateur du comité de l'environnement Aamjiwnaang.**

M. Plain, après avoir mentionné deux études de cas menées à Aamjiwnaang et Ketegaunseebee, deux des collectivités les plus polluées à la frontière canado-américaine, déclare que des programmes comme ceux des RRTP peuvent s'avérer très utiles, mais que de nombreuses collectivités autochtones touchées et préoccupées par la pollution chimique ne connaissent pas ces programmes ou n'ont pas les compétences scientifiques nécessaires pour les utiliser ou en saisir la portée.

Il ajoute qu'elles vivent avec la crainte de substances toxiques invisibles et qu'elles ne réalisent plus certaines activités traditionnelles pour cette raison. Il est d'avis qu'il faut rendre ces données plus largement accessibles à toutes les collectivités afin qu'elles puissent connaître les problèmes qui les touchent et savoir comment les résoudre efficacement. Il indique aussi que comme les dirigeants autochtones ne font pas confiance au gouvernement, il faut solliciter leur contribution à la recherche de solutions et collaborer avec eux afin qu'ils se rendent compte que nous sommes déterminés à améliorer leur situation. Il conclut en suggérant de donner une formation aux fonctionnaires de la santé afin qu'ils puissent connaître les données de RRTP et savoir les utiliser adéquatement.

**M<sup>me</sup> Paula Stigler, ex-spécialiste en qualité de l'air, bande Pala**  
**M. Hiram Sarabia, spécialiste de l'environnement, Superfund Basic Research Program,**  
**University of California à San Diego**

M<sup>me</sup> Stigler et M. Sarabia sont tous deux d'avis que de l'information sur les rejets toxiques permet aux collectivités autochtones de connaître les sources de pollution et de prendre des mesures à leur égard. Ils énumèrent un certain nombre de ressources disponibles et expliquent de quelle manière procéder pour recueillir des données, mais en faisant attention de veiller à ce que l'information soit accessible aux groupes qui n'ont pas de connaissances scientifiques ou accès à l'Internet, ce qui constitue particulièrement un problème au Mexique. Il précise que certains organismes s'emploient déjà à le résoudre, notamment des cliniques, des services de santé, des organisations non gouvernementales (ONG) et des universités, mais que leurs efforts ayant tendance à se concentrer sur des groupes locaux déterminés, il faudrait entreprendre des activités éducatives à plus grande échelle. Les deux orateurs estiment également important d'établir une relation de confiance avec les collectivités et de tenir compte de leur point de vue.

Ils mentionnent également que de nombreuses collectivités autochtones sont aux prises avec une confusion en matière de compétence territoriale, car des entreprises installées sur des terres autochtones ou à proximité dépassent souvent les limites juridiques et profitent du fait que ces collectivités ne connaissent pas leurs droits ou manquent de moyens pour les faire respecter. Ce faisant, les deux orateurs estiment à nouveau nécessaire de leur faire connaître les ressources disponibles, que ce soit dans le domaine de l'éducation ou de l'application des lois.

**Période de questions et réponses**

Cette période donne lieu à la formulation des suggestions suivantes :

- Il n'est pas nécessaire de continuer à exécuter des programmes de surveillance. Nous avons déjà recensé de nombreux emplacements pollués et il ne nous reste qu'à trouver des moyens efficaces pour les dépolluer.
- Les collectivités autochtones du Mexique sont fondamentalement différentes de celles du Canada et des États-Unis, car, dans de nombreux cas, au lieu d'être victimes d'une pollution provenant de l'extérieur, elles dégradent elles-mêmes l'environnement. Elles ont tout simplement besoin d'aide pour savoir comment conserver le sol et l'eau.
- Le Canada, le Mexique et les États-Unis se distinguent en comptant leurs propres peuples autochtones, mais le monde est de plus en plus interconnecté. La seule vraie façon d'arriver à viabiliser l'environnement consiste à coordonner des activités dans ce sens par les établissements d'enseignement, les entreprises, les gouvernements et les peuples

autochtones de ces trois pays. Il faut aussi offrir une formation en écologie et renforcer la responsabilité sociale.

**M. Rob Rosenfeld, directeur, Yukon River Inter-Tribal Watershed Council**

**M. Jon Waterhouse, de la tribu S'Klallam, en Alaska**

MM. Rosenfeld et Waterhouse, faisant référence à l'entente de 1997 au sujet du bassin hydrographique du fleuve Yukon, déclarent qu'il s'agit de la plus importante de l'histoire autochtone qui a donné lieu à une action concertée, de la part de soixante-six gouvernements tribaux et des Premières Nations, en vue d'assurer la salubrité de ce bassin. Ils précisent que d'autres gouvernements envisagent de signer cette entente et que plusieurs organismes non autochtones ont signé une entente parallèle. Ils indiquent en outre qu'en suscitant la collaboration d'un vaste éventail d'organismes, ce projet démontre la force que peut avoir la concertation.

Ils déclarent aussi qu'un certain nombre de programmes visent ce bassin et qu'ils consistent notamment à mener des recherches scientifiques sur la qualité de l'eau, à cartographier les zones polluées, à éduquer les jeunes, à réduire et à recycler les déchets solides, à éliminer les polluants, à inventorier les terrains publics pollués, à dispenser une formation en gestion financière, à développer les énergies renouvelables, et à offrir aux jeunes des stages et une formation en milieu de travail.

**Récapitulation par M<sup>me</sup> Merrell-Ann Phare, membre du CCPM, et M<sup>me</sup> Irene Henriques, présidente du CCPM**

M<sup>me</sup> Phare déclare que tous les projets mentionnés précédemment ont été élaborés et réalisés sans l'aide de la CCE, mais que celle-ci a désormais l'intention de se pencher sur des questions qui ont trait au milieu de vie des autochtones. Elle précise que la CCE entend entretenir des relations suivies, dynamiques et intenses avec les peuples autochtones, et ce, dans un esprit de collaboration et de partenariat.

Elle affirme également que la CCE ne se contente pas de rédiger des rapports; elle vise fondamentalement à améliorer la vie de la population, notamment grâce à des projets relatifs à la salubrité de l'environnement dans les collectivités autochtones. Elle est aussi d'avis que la conférence a démontré clairement que le fait de tenir compte de l'opinion des autochtones, ou même de permettre à leurs dirigeants de guider un processus de prise de décisions, permet de trouver des solutions efficaces grâce un cadre de collaboration inclusif. Ce genre de démarche facilite la prise de décisions éclairées, mais tout en respectant rigoureusement les valeurs des collectivités visées.

M<sup>me</sup> Phare souligne à nouveau le lien que la pollution environnementale peut avoir avec la santé des enfants, et déclare que ce lien est particulièrement notable dans les collectivités autochtones. Elle soutient qu'il ne faut pas avoir peur de mettre en doute la croyance que les substances chimiques dangereuses doivent continuer d'être utiles dans notre vie.

De son côté, M<sup>me</sup> Henriques estime que la conférence est une tribune qui permet de se rassembler et d'échanger des propos en vue de se donner une vision commune. Ayant noté que certaines personnes ont manifesté leur méfiance à l'égard des gouvernements, elle suggère que la CCE serve de médiatrice en matière de communications et de collaboration.



**LE 26 SEPTEMBRE 2007****Mot de bienvenue de la présidente du CCPM, M<sup>me</sup> Irene Henriques**

M<sup>me</sup> Henriques mentionne que la présente réunion donnera l'occasion d'échanger des exemples de réussite dans le cadre d'une discussion libre sous forme de tour de table. Elle précise que le conseiller principal du Conseil de bande de Membertou, M. Daniel Christmas, a gentiment accepté d'animer cette séance, et elle invite ensuite un aîné, M. Carl Byrd, à prononcer la prière d'ouverture.

**M<sup>me</sup> Amy Nahwegabow, analyste de recherches en politiques, Assemblée des Premières Nations**

M<sup>me</sup> Nahwegabow fait un exposé au sujet du réseautage et le définit comme un processus d'établissement de relations et de partenariats en vue d'échanger des informations, de susciter des idées et de créer des ouvertures. Elle indique qu'il existe des outils utiles, dont les sites Web de réseautage, mais aussi des obstacles aux communications tels que les distances géographiques, les différentes langues ou le manque d'accès à l'Internet.

**M. Laurie Chan, titulaire de la chaire de recherche sur la salubrité de l'environnement des autochtones à l'University of Northern British Columbia**

M. Chan affirme que le réseautage est un élément essentiel dans le milieu scientifique, car il permet à des spécialistes d'échanger des informations. Il déclare également que les enjeux que la pollution suscite en matière de santé et d'environnement sont si diversifiés qu'un seul spécialiste ne peut répondre à toutes les questions qui s'y rapportent, et que c'est pour cette raison qu'il faut constituer une base collective de connaissances pour pouvoir se pencher efficacement sur ces enjeux interdisciplinaires.

Il indique que lorsque le milieu universitaire réalise des projets de recherche à court terme qui donnent des résultats immédiats, cela empêche les spécialistes de mener des recherches à un endroit précis et d'établir des relations avec les collectivités qui s'y trouvent. Ces relations sont mutuellement bénéfiques, car les universitaires peuvent améliorer leurs recherches en tenant compte de connaissances traditionnelles, mais ils peuvent aussi utiliser les résultats qu'ils obtiennent au profit de ces collectivités. Il indique toutefois qu'il faut modifier les délais d'exécution des travaux universitaires afin de permettre l'établissement de ces relations.

Il déclare également qu'en plus de rendre la population malade, la pollution a d'autres effets néfastes sur les collectivités. Il précise que les peuples autochtones essaient de retrouver leur mode de vie traditionnel et de renouer avec la terre, mais qu'il est difficile d'y arriver lorsque la terre et l'eau sont polluées et que les créatures qui y vivent sont intoxiquées. Il mentionne aussi que le réseautage est important parce que les peuples autochtones peuvent apprendre les uns des autres et échanger des informations avec le milieu scientifique.

M. Chan affirme également que les réseaux nationaux et internationaux sont très utiles mais qu'ils posent des problèmes linguistiques, car certains groupes utilisent différentes langues ou différents termes pour exprimer la même chose, ce qui oblige à trouver un langage commun. Il

précise que cela ne sera possible qu'en rassemblant les divers groupes. Il se dit également en faveur d'une tribune centrale pour y discuter de la salubrité du milieu de vie des autochtones.

Il indique en outre prévoir constituer un comité directeur permanent doté d'un site Web et d'un numéro de téléphone pour que les intéressés puissent obtenir des renseignements importants sous une forme facilement accessible. Il déclare également apporter son aide à l'organisation d'un forum pour les chercheurs dans des domaines connexes afin d'examiner l'avenir de la pollution environnementale. Il conclut que, en prévision de ce forum, cinq documents sont en voie d'élaboration sur l'état des connaissances dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la qualité de l'eau potable, de la qualité de l'air intérieur, du logement et de l'échange de connaissances.

**M<sup>me</sup> Merrell-Ann Phare, directrice générale, Center for Autochtones Environmental Research, et membre du CCPM**

M<sup>me</sup> Phare déclare que les progrès technologiques ont simplifié le réseautage, mais que la technologie est devenue également un obstacle de taille en matière de communications pour ceux qui n'ont pas de matériel tel qu'un ordinateur pour pouvoir accéder à Internet. Elle précise toutefois qu'il existe différents types de réseaux et qu'il est possible de palier ce manque de matériel. À son avis, les membres d'un réseau devraient exprimer leurs attentes quant à la fréquence, à la nature et aux moyens de communication, mais l'infrastructure précise d'un réseau varie toujours selon le nombre de membres qu'il compte.

Elle ajoute que le réseautage constituant un moyen d'arriver à une fin, il est important de ne pas oublier le but principal de ce réseautage. Elle estime également important de disposer d'outils de traduction pour faciliter la communication entre les différents groupes, autant en ligne qu'en personne, et elle mentionne qu'il existe quatre principales techniques de réseautage : les forums sur le Web, la webdiffusion, les serveurs de liste et la radio. Elle conclut en indiquant que les groupes qui ont des moyens techniques limités peuvent recourir à des méthodes aussi simples qu'efficaces telles que le courrier postal et les émissions de radio.

**M<sup>me</sup> Shaunna Morgan, ex-éclaireuse, Programme d'action communautaire visant les Autochtones et les habitants du Nord**

M<sup>me</sup> Morgan mentionne qu'un programme conjoint d'Affaires indiennes et du Nord Canada et de Ressources naturelles Canada a permis de constituer un réseau comptant onze organismes autochtones nationaux et régionaux. Elle précise que ce programme a nécessité de nombreuses activités de renforcement des capacités et un important investissement financier, mais qu'en améliorant les moyens techniques, cela réduira les coûts de transport dans le cadre d'autres activités.

**M<sup>me</sup> Rosa María Armendariz, présidente, Confederación Nacional Campesina de Indígenas y Productores Rurales**

M<sup>me</sup> Armendariz fait référence au réseau de longue date que constituent les *ejidos* (collectivités rurales) au Mexique, en mentionnant qu'elles ont connu un manque d'information, et que même maintenant, alors que des données pertinentes sont disponibles, elles ont de la difficulté à y accéder en raison d'obstacles techniques. Elle mentionne que l'achat d'un ordinateur n'est pas trop difficile, mais que de nombreux habitants de ces collectivités rurales n'ont pas les

connaissances requises pour chercher des informations pertinentes, ou même les comprendre, en ce qui concerne la viabilité de l'environnement et la santé publique.

Elle indique par ailleurs que des entreprises ou des gouvernements empiètent souvent sur les compétences des collectivités autochtones car celles-ci ne connaissent pas leurs droits ou ne sont pas en mesure de les faire respecter, ce qui fait que nombre d'entre elles ont besoin d'aide à cet égard. Elle est aussi d'avis que des réunions et des conférences constituent des moyens efficaces d'informer ces personnes, mais que la langue et les frais de transport constituent d'autres obstacles. Elle conclut en indiquant que la CCE continue de se pencher sur ce problème et essaie de trouver des moyens de rassembler les groupes autochtones.

### **Période de questions et réponses**

Cette période donne lieu à la formulation des suggestions suivantes :

- Les gouvernements déploient des efforts pour protéger les aires naturelles et les collectivités autochtones qui y vivent, mais il ne consulte jamais la population, ce qui fait que leurs politiques sont souvent mal orientées.
- Un participant suggère de créer un conseil trilatéral d'autochtones qui pourrait formuler des avis à la CCE qui exprimeraient le point de vue des autochtones.
- Les gouvernements empêchent souvent les collectivités autochtones de former leurs propres entreprises commerciales, ce qui ne leur permet pas de jouir d'une autonomie financière.
- Une partie du problème réside dans le fait que les autochtones n'ont pas un fort sentiment d'identité et que cela les empêche de poursuivre en justice les entreprises ou les gouvernements. La CCE pourrait peut-être parrainer une campagne afin de promouvoir l'unité et la solidarité au sein des collectivités autochtones.
- Les connaissances traditionnelles existent depuis des milliers d'années dans les collectivités autochtones, et le fait de les transmettre pourrait contribuer aux efforts de sensibilisation au bénéfice de ces collectivités. Par contre, elles craignent que ces connaissances soient appliquées par des scientifiques et des gens d'affaires occidentaux qui se serviraient d'anciennes pratiques autochtones pour gagner de l'argent au lieu d'en faire profiter les collectivités. Pour empêcher cela, les réseaux devraient se doter d'un système de contrôle qui établirait des relations de confiance et empêcherait des gens de l'extérieur de s'approprier de l'information provenant de ces collectivités.
- Le financement constitue un enjeu permanent, notamment celui qui provient de sources gouvernementales. Le réseautage peut aider les collectivités à trouver des sources de financement non gouvernementales, y compris des particuliers ou des organismes dévoués qui sont prêts à donner du temps et de l'argent pour une cause.
- Étant donné que le Mexique se situe loin en arrière du Canada et des États-Unis en ce qui a trait à l'accès à la technologie, il faut que tous les efforts trilatéraux visent à amenuiser cette disparité.

La présidente du CCPM remercie l'assistance, les orateurs, le personnel de la CCE et les interprètes, et lève la séance.

**Session du Comité consultatif public mixte n° 07-03  
sur la participation des collectivités autochtones  
aux travaux de la CCE**



**Le mardi 25 septembre 2007**

**LES POLLUANTS ET LA SANTÉ DES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES D'AMÉRIQUE DU NORD :  
PARTAGE DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE, À COMPTER DE LA PERCEPTION DES PROBLÈMES  
JUSQU'À LEUR RÉOLUTION**

*Animateur* : M. Stuart Wuttke  
Directeur, gestion de l'environnement  
Assemblée des Premières nations

**8 h 00 à 8 h 45**      **INSCRIPTION DES PARTICIPANTS [*déjeuner offert*]**

**Salle de bal Crystal**

**8 h 45 à 8 h 50**      **PRIÈRE D'OUVERTURE**  
M. Carl Bird, Aîné de la Première nation Peguis du Manitoba

**8 h 50 à 9 h 10**      **MOT DE BIENVENUE**  
M<sup>me</sup> Irene Henriques, Présidente du CCPM

**9 h 10 à 10 h 00**      **LE PROJET DE REGISTRE DES REJETS ET DES TRANSFERTS DE POLLUANTS  
(RRTP) DE LA CCE**  
M. Orlando Cabrera  
Gestionnaire de programme RRTP et qualité de l'air, CCE

**LE PROJET DE GESTION RATIONNELLE DES PRODUITS CHIMIQUES  
(GRPC)**

M. Orlando Cabrera et M<sup>me</sup> Patricia Hoes,  
Représentante du groupe de travail sur la GRPC, CCE

- Activités menées par la CCE en Amérique du Nord relativement aux polluants et à la santé : progrès accomplis dans l'étude des préoccupations que suscitent les répercussions éventuelles des polluants sur les collectivités autochtones.

**10 h 00 à 10 h 30**      **EXPOSÉ DU MEXIQUE : Expérience dans le cadre d'un programme intégré  
d'un microbassin**

M. Mindahi Bastida

Président du Consejo Mexicano para el Desarrollo Sustentable et  
coordonnateur du Consejo Regional Otomi del Alto Lerma

**10 h 30 à 10 h 45**

***Pause***

**10 h 45 à 11 h 15**

**TRIBAL LIFELINE PROJECT (EFFORTS DÉPLOYÉS EN ALASKA ET BILAN  
DES PROJETS DU CANADA ET DU MEXIQUE)**

M<sup>me</sup> Rosemary Hall

Spécialiste de l'environnement

Office of Prevention, Pesticides, Toxic Substances, Environmental  
Protection Agency

M<sup>me</sup> Annie Chaisson

The Lifeline Group

M. Roy Kwiatkowski

Directeur, Recherche environnementale, Direction générale de la santé des  
Premières nations et des Inuits, Santé Canada

**11 h 15 à 11 h 45**

**PREMIÈRE NATION DE WALPOLE ISLAND (ONTARIO) – GESTION DES  
POLLUANTS**

M. Dean Jacobs

Directeur du Natural Heritage Center

Première nation de Walpole Island

**11 h 45 à 12 h 15**

**EXPÉRIENCE DES ÉTATS-UNIS**

Porte-parole autochtone des États-Unis à confirmer

**12 h 15 à 13 h 30**

***Dîner [offert]***

Allocution du conférencier d'honneur au sujet des systèmes de  
connaissances fondés sur la loi naturelle

M. Henry Lickers

Directeur, division de l'environnement

Conseil des Mohawks

**13 h 30 à 14 h 10**

**PRÉSENTATION DE DEUX ÉTUDES DE CAS DE LA CCE : SENSIBILISATION  
AUX RRTP DANS LES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES DES RÉGIONS  
FRONTALIÈRES D'AMÉRIQUE DU NORD ET UTILISATION DE CES  
REGISTRES**

• ÉTUDE À LA FRONTIÈRE CANADA–ÉTATS-UNIS

M. Ronald Plain

Fondateur du comité de l'environnement Aamjiwnaang

• ÉTUDE À LA FRONTIÈRE ÉTATS-UNIS–MEXIQUE

M<sup>me</sup> Paula Stigler  
Ex-spécialiste de la qualité de l'air, bande Pala  
M. Hiram Sarabia  
Spécialiste de l'environnement, Superfund Basic Research Program,  
University of California à San Diego

**14 h 10 à 14 h 30** **DÉMONSTRATION DE À L'HEURE DES COMPTES EN LIGNE ET DES BASES DE DONNÉES NATIONALES DES RRTP (SÉANCE DE QUESTIONS)**  
Groupe responsable du projet de RRTP à la CCE

**14 h 30 à 15 h 30** **TRIBUNE LIBRE SUR LES POLLUANTS ET LA SANTÉ**

*Animateur* : M. Henry Lickers  
Directeur, division de l'environnement  
Conseil des Mohawks

**15 h 30 à 15 h 45** *Pause*

**15 h 45 à 16 h 45** **EXEMPLE DE RÉUSSITE À YUKON RIVER, AUX ÉTATS-UNIS**  
M. Jon Waterhouse, de la tribu des S'Klallam, Alaska

M. Rob Rosenfeld  
Directeur du Yukon River Inter-Tribal Watershed Council

**16 h 45 à 17 h 00** **RÉCAPITULATION**  
M<sup>me</sup> Merrell-Ann Phare  
Directrice générale du Centre for Indigenous Environmental Resources et  
représentante du Canada au sein du CCPM

**PRIÈRE DE CLÔTURE**  
M. Carl Bird  
Aîné de la Première nation Peguis du Manitoba

### **Salle Concert Hall**

**18 h 00** **ACTIVITÉ DE RÉSEAUTAGE [*souper offert*]**  
Soirée libre visant à faciliter les échanges de vues.

*Présentation du réseau canadien sur la santé autochtone par*  
M. Laurie Chan  
Titulaire de la chaire de recherche sur la salubrité de l'environnement des autochtones à l'University of Northern British Columbia, et membre fondateur du Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment

**Le mercredi 26 septembre 2007**

**EXEMPLES DE RÉUSSITE, L'ART DU RÉSEAUTAGE ET DISCUSSION LIBRE**

**Salle de bal Crystal**

- 8 h 45 à 9 h 00**      **PRIÈRE D'OUVERTURE**  
M. Carl Bird, Aîné de la Première nation Peguis du Manitoba
- 9 h 00 à 10 h 30**      **GROUPE DE SPÉCIALISTES SUR L'ART DU RÉSEAUTAGE**  
*Animatrice*  
M<sup>me</sup> Amy Nahwegabow  
Analyste de recherches en politiques  
Assemblée des Premières nations
- Spécialistes :*  
M. Laurie Chan (Canada)  
M<sup>me</sup> Merrell-Ann Phare (Canada)  
Un représentant du réseau autochtone des États-Unis (à confirmer)  
M<sup>me</sup> Shaunna Morgan, (Canada)  
Un représentant du réseau autochtone du Mexique (à confirmer)
- 10 h 30 à 10 h 45**      *Pause*
- 10 h 45 à 12 h 45**      **EXEMPLES DE RÉUSSITE PAR DES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES  
D'AMÉRIQUE DU NORD**
- **AU CANADA, DANS LE DOMAINE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES**  
M. Trevor Jones  
Première nation Hupacasath de Colombie-Britannique
  - **EXEMPLES DE RÉUSSITE AU MEXIQUE**  
À confirmer
- 12 h 45 à 14 h 00**      *Dîner [offert]*
- 14 h 00 à 16 h 45**      **DISCUSSION LIBRE SOUS FORME DE TABLE RONDE** (toutes les questions  
environnementales préoccupantes pour les collectivités autochtones)  
*Animateur*  
M. Dan Christmas  
Conseiller principal  
Conseil de bande de Membertou
- 14 h 00 à 15 h 30      Discussion libre à l'intention des participants  
autochtones
- 15 h 45 à 16 h 45      Discussion libre à l'intention de tous les participants

**16 h 45 à 17 h 00**

**CONCLUSION DE LA RÉUNION DU CCPM**

M<sup>me</sup> Irene Henriques, Présidente du CCPM

**PRIÈRE DE CLÔTURE**

M. Carl Bird, Aîné de la Première nation Peguis du Manitoba





Commission for Environmental Cooperation (CEC) of North America

North American Indigenous Communities Renewable Energy Forum

Engaging Indigenous Communities in the Work of the CEC:  
Regular Session of the Joint Public Advisory Committee 07-03

Winnipeg, Manitoba

23-26 September 2007

### **Participants list**

#### **Abram, Joel**

Councilor  
Oneida Nation of the Thames  
Canada  
joel.abram@oneida.on.ca

#### **Alexis, Rosaleen June**

Special Projects Manager  
Alexis Nakota Sioux Nation  
Canada  
sweeda@telus.net

#### **Alvarez Castillo, Alberto**

Profesor - Investigador  
Instituto Tecnológico de  
Zacatepec  
México  
nuabli@hotmail.com

#### **Angulo Corral, César**

Editor  
Revista Teorema Ambiental  
México  
ambiental@3wmexico.com

#### **Armendariz Muñoz, Rosa Maria**

Secretaria General  
Confederación Nacional  
Campesina de Indígenas y  
Productores Rurales A.C.  
México  
cncinpro\_ac@yahoo.com.mx

#### **Arriola Sánchez, Jeannette Maytee**

Presidenta Fundadora Honoraria  
Patronato Pro Zona Mazahua  
A.C.  
México  
jeannettearriola@yahoo.com.mx

#### **Badcock, Dan**

Development Associate Canada  
Sky Power Corp.  
Canada  
dan.badcock@skypower.com

#### **Bastida Muñoz, Mindahi Crescencio**

Presidente  
Consejo Mexicano para el  
Desarrollo Sustentable  
México  
mindahib@yahoo.com.mx

#### **Bird, Carl**

Traditional Healing Coordinator  
Peguis Health Services  
Canada  
mbird@mts.net  
aniiganii@cier.ca

#### **Brevé, Daniel**

Assistant Coordinator  
Commission for Environmental  
Cooperation  
Canada  
dbreve@cec.org

#### **Cabrera, Orlando**

Program Manager, Air Quality  
and PRTR  
Commission for Environmental  
Cooperation  
Canada  
ocabrera@cec.org

#### **Carpentier, Chantal Line**

Senior Program Manager,  
Environment, Economy and  
Trade Program  
Commission for Environmental  
Cooperation  
Canada  
clcarpentier@cec.org

#### **Carrillo, Esther María**

Assistant to the Environment,  
Economy and Trade Program  
Commission for Environmental  
Cooperation  
Canada  
emcarrillo@cec.org

#### **Ceseña, Javier**

Presidente  
Instituto de Culturas Nativas de  
Baja California A.C.  
México  
comunidades@adesu.org

#### **Chaisson, Anne Marie**

MPH, RD  
The Life Line Group  
United States  
amchaisson@thelifelinegroup.org

**Chan, Laurie**  
Professor  
University of Northern British  
Columbia  
Canada  
lchan@unbc.ca

**Cherewyk, Katharine**  
Research Associate  
Centre for Indigenous  
Environmental Resources  
Canada  
kcherewyk@cier.ca

**Chiblow, Susan**  
Environment Coordinator  
Chiefs of Ontario  
Canada  
sue@coo.org

**Christmas, Daniel**  
Senior Advisor  
Membertou Band Council  
Canada  
danchristmas@membertou.ca

**Clarey, Patricia**  
JPAC Member  
Health Net of California  
United States  
patricia.t.clarey@healthnet.com

**Cornelius, Lois**  
Oneida Nation of the Thames  
Canada  
lois.cornelius@oneida.on.ca

**Correa, Sylvia**  
CEC Team Leader  
U.S. EPA  
United States  
correa.sylvia@epa.gov

**Correa Sandoval, Adriana  
Nelly**  
JPAC Member  
Centro de Calidad Ambiental -  
ITESM Campus Monterrey  
México  
ancs@itesm.mx

**Courtney, David**  
Senior Manager Project  
Development  
Eolectric  
Canada  
david.courtney@eolectric.com

**Craig, Yancy**  
Policy Analyst  
Environment Canada  
Canada  
yancy.craig@ec.gc.ca

**Cuero, Tim**  
Commissioner  
Campo EPA Board of  
Commissioners  
United States  
lgover@campo-nsn.gov

**Cullen, Bruce**  
Small Energy Group  
Canada  
bruce@smallenergygroup.com

**De la Cruz Romero, Isidro**  
Comisariado de Bienes  
Comunales  
Comunidad Indígena Potrero de  
la Palmita  
México  
ruthpinedo7@hotmail.com

**Desai, Dinkerrai**  
JPAC Member  
U. S. Army Material Command  
United States  
dinkerrai.desai@mail1.monmout  
h.army.mil

**Dickey, Daniel**  
Chargé de projets - Energie et  
changements climatiques  
Istitut de développement durable  
des Premières Nations du Québec  
et du Labrador  
Canada  
ddickey@iddpnql.ca

**Doxtator, Carl**  
Councilor  
Oneida Nation of the Thames  
Canada  
carl.doxtater@oneida.on.ca

**Dépôt, Jean Guy**  
JPAC Member  
l'Association des propriétaires  
riverains du Lac Bowker  
Canada  
lacbowker@cooptel.qc.ca

**Díaz Barriga, Fernando**  
Jefe del Departamento de  
Toxicología Ambiental  
Facultad de Medicina -  
Universidad Autónoma de San  
Luis Potosí  
México  
fdia@uaslp.mx

**Etcheverry, José**  
Research and Policy Analyst  
Canadian Renewable Energy  
Alliance  
Canada  
jose@davidsuzuki.org

**Fernández, José Carlos**  
Program Manager, Environment,  
Economy and Trade Program  
Commission for Environmental  
Cooperation  
Canada  
jcfernandez@cec.org

**Fox, Michael**  
Resource Sectoral Specialist  
Nishnawbe Aski Development  
Fund  
Canada  
mfox@nadf.org

**Gardner, Jane**  
JPAC Member  
Remediation Programs – Corp.  
Environmental Programs -  
General Electric Company  
United States  
Jane.gardner@corporate.ge.com

**Getty, Norville**  
Policy Advisor  
Union of New Brunswick  
Indians  
Canada  
norville@unbi.org

**Glena, Michelle**  
Environment and Natural  
Resources Technologist  
Ontario First Nations Technical  
Services Corporation  
Canada  
mglena@tbay-ofntsc.org

**González Moncada, Horacio**  
Director de Proyecto  
Terra Peninsular  
México  
director@adesu.org

**González Aguilar, Victor**  
Consejal  
Ayuntamiento de Huajicori  
México  
ruthpinedo7@hotmail.com

**González Mendoza, Felisa**  
Representante  
Comisión Nacional para el  
desarrollo de los Pueblos  
Indígenas  
México  
monica.martinez@cdi.gob.mx

**González Viadas, Jorge  
Eduardo**  
Director  
Planeta Azul  
México  
eduardoviadas@yahoo.com.mx

**Goodwill, Ken**  
Elder  
Canada  
k.goodwill@sasktel.net

**Gover, Lisa**  
Government Advisory  
Committee  
U.S. EPA  
United States  
lgover@campo-nsn.gov

**Guay, Stephane**  
Responsable du développement  
Hydro Ilnu Inc.  
Canada  
hydro.ilnu@c gocable.ca

**Hall, Rosemary**  
Environmental Scientist  
U. S. EPA  
United States  
hall.rosemary@epa.gov

**Henderson, Christopher**  
President  
Lumor Energy  
Canada  
chenderson@delphi.ca

**Henkel Reyes, Ricardo**  
Presidente  
Comisión de Desarrollo  
Tecnológico y Sustentable -  
Consejo Coordinador  
Empresarial Mexiquense, A.C.  
México  
ricardohenkel@gmail.com

**Henriques, Irene**  
JPAC Chair for 2007  
York University  
Canada  
ihenriqu@schulich.yorku.ca

**Hnatiuk, Stan**  
Manager  
Health Canada - Safe  
Environment  
Canada  
stan\_hnatiuk@hc-sc.gc.ca

**Hotain, Melissa**  
Environment Policy Analyst  
Assembly of Manitoba Chiefs  
México  
mhotain@manitoba.chiefs.com

**Jacobs, Lynn**  
Environmental Advisor  
Kahnawake Environment  
Protection Office  
Canada  
lynn.jacobs@mck.ca

**Jacobs, Dean**  
Director  
Walpole Island First Nation  
Heritage Centre  
Canada  
dean.jacobs@wifn.org

**Jones, Trevor**  
CEO  
Tiickin Power Corporation /  
Upnit Power Corporation  
Canada  
trevor@hupacasath.ca

**Jorgensen, Carol**  
Director  
U.S. EPA - AIEO  
United States  
jorgenses.carol@epa.gov

**Kuklinski, Teresa**  
Environment Scientist  
U.S. EPA  
United States  
kuklinski.teresa@epa.gov

**Kwiatkowski, Roy**  
Director  
Health Canada  
Canada  
roy\_kwiatkowski@hc-sc.gc.ca

**Lee, Damien**  
Executive Director  
Anishinabek of the Gitchi Gami  
Canada  
ecostewards.fwfn@gmail.com

**Legault Rankin, Sylvain**  
Directeur général  
Institut de développement durable  
des Premières Nations du Québec  
et du Labrador  
Canada  
slegaultrankin@iddpnql.ca

**Lester, David**  
Executive Director  
Council of Energy Resource  
Tribes  
United States  
adlester@certreearth.com

**Lickers, Henry**  
Director Dept of the Environment  
Mohawk Council of Akwesasne  
Canada  
hlickers@akwesasne.ca

**Lloyd, Evan**  
Director of Programs  
Commission for Environmental  
Cooperation  
Canada  
elloyd@cec.org

**Marceleño Flores, Susana  
Maria Lorena**  
Presidente  
Consejo Consultivo Para el  
Desarrollo Sustentable - Región  
Centro Occidente  
México  
smarcel@nayar.uan.mx

**Marquez, Rafael**  
JPAC Member  
Texas Commission on  
Environmental Quality  
United States  
rmarquezesp@aol.com

**Martínez, Monica**  
Comisión Nacional para el  
desarrollo de los Pueblos  
Indígenas  
México  
monica.martinez@cdi.gob.mx

**McDonald, Patricia**  
JPAC Member  
United States  
pattyamcdonald@earthlink.net

**Mendoza González, Angel  
Margarito**  
Coordinador General  
Asociación Nacional de  
Productores Organicos y de  
Apoyo A.C.  
México  
nicanmx@yahoo.com

**Merasty, Robert**  
Aboriginal Business Coordinator  
Saskatchewan Research Council  
Canada  
merasty@src.sk.ca

**Metallic, Victoria**  
Environmental Technologist  
Gaspé Gewaq Migmaq Resource  
Council  
Canada  
vmetallic@migmaq.resource.org

**Montero Fuentes, Porfirio**  
Presidente  
Federación Estatal de  
Proprietarios Rurales de Oaxaca  
A.C.  
México  
feproax@hotmail.com

**Moorhouse, Yvonne**  
Inuit Circumpolar Council -  
Canada  
Canada  
ymoorhouse@inuitcircumpolar.com

**Morgan, Shaunna**  
Senior Manager  
Centre for Indigenous  
Environmental Resources  
Canada  
smorgan@cier.ca

**Morin, Jocelyne**  
JPAC Assistant  
Commission for Environmental  
Cooperation  
Canada  
jmorin@cec.org

**Moss-Davies, Pitseolalaq**  
Research Coordinator  
Inuit Circumpolar Council -  
Canada  
Canada  
pmoss-  
davies@inuitcircumpolar.com

**Mustus, Howard**  
Consultation Liaison  
Alexis Isgate Makoce Assoc.  
Canada  
howardmustusjr@hotmail.com

**Muñoz Sevilla, Norma Patricia**  
Investigador  
Instituto Politécnico Nacional  
México  
nmunozs@ipn.mx

**Nahwegahbow, Amy**  
Policy Analyst / Researcher  
Assembly of First Nations  
Canada  
anahwegahbow@afn.ca

**Niedda, Teresa**  
Director  
Famworker Health and Safety  
Institute  
United States  
fhsinj@aol.com

**Noriega de Rivadeneyra, Pilar**  
Profesora de Cátedra  
ITESM  
México  
noriega@itesm.mx

**Ooi, Maria**  
Health Canada Liaison  
Health Canada  
United States  
jperrault@starpower.net

**Orozco, Marcela**  
JPAC Liaison Officer  
Commission for Environmental  
Cooperation  
Canada  
morozco@cec.org

**Ouellette, Gene**  
Business Development  
Coordinator  
Stantec  
Canada  
gene.ouellette@stantec.com

**Pakulak, Ed**  
Development Associate for  
Western Canada  
Sky Power Corp.  
Canada  
ed.pakilak@skypower.com

**Phare, Merrell-Ann**  
JPAC Member  
Centre for Indigenous  
Environmental Ressources  
Canada  
maphare@cier.ca

**Picard, Raphael**  
Chef  
Conseil des Innus Pessamit  
Canada  
bureauapolitique@pessamit.ca

**Pinedo de Anda, Ruth**  
Socio Fundador  
Kinto Sol A.C.  
México  
ruthpinedo7@hotmail.com

**Plain, Ronald**  
Environmental Defence  
Canada  
rplain@environmentaldefence.ca

**Porter, Walter**  
Mythologist  
Tlinkimo  
United States  
wmpporter@otz.net

**Reid, Paula**  
Environmental Analyst  
Innu Nation  
Canada  
preid@innu.ca

**Rivas Vega, José Angel**  
Enlace con Grupos Etnicos  
Grupo de Trabajo de Energía  
Renovable  
México  
changel\_16@hotmail.com

**Rivera Sánchez, Rosalio**  
Comunero  
Comunidad Indígena de San  
Andres Cohamiata  
México  
ruthpinedo7@hotmail.com

**Robson, Marla Jean**  
Research Associate  
Centre for Indigenous  
Environmental Ressources  
Canada  
mrobson@cier.ca

**Rocha Herrera, Oralia Sylvia**  
Presidenta y Fundadora  
Mundial Ambientalista Educativa  
A.C.  
México  
omaeac@yahoo.com.mx

**Rocke, Catherine**  
Program Director  
Aboriginal Focus Programs  
Canada  
crocke@cc.umanitoba.ca

**Rosenfeld, Robert**  
Director  
Yukon River Inter-Tribal  
Watershede Council  
United States  
robrosey@xyz.net

**Ross, A. Jeff**  
Director of Operations  
Oneida Nation of the Thames  
Canada  
lois.cornelius@oneida.on.ca

**Rust, Christa**  
Project Officer  
International Institute for  
Sustainable Development  
Canada  
crust@iisd.ca

**Sandoval, Carlos**  
JPAC Member  
Consejo Nacional de Industriales  
Ecologistas  
México  
ecologia@conieco.com.mx

**Sarabia, Hiram**  
Environmental Scientist  
University of California, San  
Diego  
United States  
hsarabia@ucsd.edu

**Schroth, Eveline**  
Health Canada  
Canada  
eveline\_schroth@hc-sc.gc.ca

**Sepúlveda Valle, Héctor Javier**  
JPAC Member  
Fábrica de Jabón "La Corona"  
México  
hsepulveda@fjcorona.com.mx

**Spears, Patrick Neil**  
President  
Intertribal Council on Utility  
Policy  
United States  
patspears25@gmail.com

**Stigler, Paula**  
Tribal Liaison and Environment  
Program Manager  
The San Diego Foundation  
United States  
paula.stigler@gmail.com

**Sumida, Steven**

Deputy Director  
Alaska-Tribal Council  
United States  
aitc@aitc.org deputy@aitc.org

**Sunday, Vaughn**

Director, Dept. of Economic  
Development  
Mohawk Council of Akwesasne  
Canada  
vsunday@akwesasne.ca

**Sánchez Jiménez, Juan**

Presidente  
Consejo Consultivo de la  
Comisión Nacional para el  
Desarrollo de los Pueblos  
Indígenas  
México  
lumalmaya@hotmail.com

**Tafoya Guerrero, Consuelo**

Directora General  
Patronato Pro Zona Mazahua  
A.C.  
México  
consuelotafoya@yahoo.com.mx

**Tenning, Bernadette**

Fish Biologist  
Federation of Saskatchewan  
Indian Nations  
Canada  
tenning@sasktel.net

**Troche, Luis**

U.S. GSC Team  
U.S. EPA - Office of  
International Affairs  
United States  
troche.luis@epa.gov

**Van Vliet, Daniel**

Manager, Energy Projects and  
Off-Ground Communities  
Initiative  
Indian and Northern Affairs  
Canada  
Canada  
vanlietd@inac.gc.ca

**Veilleux, Larry E.**

Corporate Services  
Golden Associates Ltd.  
Canada  
lveilleux@golden.com

**Waterhouse, Jon**

Assistant Director  
Yukon River Inter-Tribal  
Watershede Council  
United States  
jwaterhouse@ytitwc.com

**Wong, Kimlee**

Project Coordinator  
The Social Planning Council of  
Winnipeg - The Children's  
Environmental Health Project  
Canada  
kimleew@shaw.ca

**Wuttke, Stuart**

Acting Director, Env.  
Stewardship Unit  
Assembly of First Nations  
Canada  
stuartw@afn.ca

**Xuereb, Steven**

Project Developer  
Airtricity Canada Ltd.  
Canada  
steven.xuereb@airtricity.com

**Session ordinaire 07-03 du Comité consultatif public mixte  
sur la participation des collectivités autochtones aux travaux de la CCE**

25 et 26 septembre 2007

**Liens pour accéder aux présentations**

*Le projet de registre des rejets et des transferts de polluants (RRTP) de la CCE, par Orlando Cabrera, Gestionnaire de programme RRTP et qualité de l'air, CCE*

<http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/PatriciaHoes-SMOC-JPACSept25-07.pdf>

*Tribal Lifeline Project (Efforts déployés en Alaska et bilan des projets du Canada et du Mexique), par Rosemary Hall, Spécialiste de l'environnement, "Office of Prevention, Pesticides, Toxic Substances, Environmental Protection Agency"  
Et Annie Chaisson, "The Lifeline Group"*

[http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/RHall\\_JPACpresentation\\_Sept07.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/RHall_JPACpresentation_Sept07.pdf)

[http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/JPACSept24AChaisson\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/JPACSept24AChaisson_en.pdf)

*Étude à la frontière Etats-Unis-Mexique, par Paula Stigler, Ex-spécialiste de la qualité de l'air, bande Pala  
Et Hiram Sarabia, Spécialiste de l'environnement, "Superfund Basic Research Program, University of California à San Diego"*

[http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/PRTR\\_Winnipeg.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/PRTR_Winnipeg.pdf)

*Exemple de réussite à Yukon River, aux États-Unis, par Rob Rosenfeld, Directeur du Yukon River Inter-Tribal Watershed Council*

<http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/YRITWC-Winnipeg.pdf>

*Exemples de réussite par des collectivités autochtones d'Amérique du Nord - Au Canada, Dans le domaine des énergies renouvelables, par Trevor Jones, Première nation Hupacasath de Colombie-Britannique*

<http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/nrg%20conference.pdf>

*"Lumal Maya" Exemple de réussite au Mexique - Red de Conservación, Desarrollo y autonomía de los Pueblos Indígenas*

<http://www.cec.org/files/pdf/ABOUTUS/presenta-lumal-canada.pdf>